

Questions orales

[Traduction]

LES PÊCHES

LES CHALUTIERS—LE BESOIN DE MODERNISATION DES FLOTTILLES—LE PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET LES SUBVENTIONS

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Pêches. Étant donné que les représentants des principaux groupes de pêche du Canada en Nouvelle-Écosse ont déclaré que notre flotte de chalutiers hauturiers a grand besoin d'être modernisée et que même les bateaux construits il y a seulement dix ans sont, dans bien des cas, virtuellement désuets, le ministre songe-t-il à créer un vaste programme de construction de chalutiers qui aidera à remplacer les bateaux que les progrès techniques du matériel et des techniques de pêche ont rendu désuets?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Oui, monsieur l'Orateur. Le député et la Chambre seront heureux d'apprendre que le plus grand programme de construction de chalutiers de notre histoire est en marche à l'heure actuelle.

Des voix: Bravo!

M. Crouse: Monsieur l'Orateur, ...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La période des questions achève. Le député peut toutefois poser une question supplémentaire.

M. Crouse: Le ministre pourrait-il dire quand cette politique a été annoncée et quelles subventions interviennent dans son programme expansionniste de chalutiers?

M. Davis: Cette politique a été annoncée en 1970.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES GRAINS

LE BLÉ—LA PUBLICATION DES CONDITIONS DES CONTRATS DE VENTE D'EXPORTATION

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre chargé de la Commission canadienne du blé; elle ressemble un peu à celle à laquelle il a déjà répondu. Comme il a dit que l'on ferait un versement final supérieur à la normale aux cultivateurs de blé, pourrait-il mettre à notre disposition les conditions des contrats de vente de céréales conclus il y a de nombreux mois, sans que cela nuise toutefois aux négociations actuelles avec des pays comme la Russie, la Chine, le Brésil et l'Inde, pour n'en citer que quelques-uns, car ces contrats à long terme portent sur une grande part de nos ventes de blé d'exportation et ils pourraient être très avantageux pour les producteurs de céréales?

M. l'Orateur: Le député avance un argument pour appuyer sa question. Le ministre est autorisé à répondre brièvement.

[M. Lalonde.]

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que le député cite exactement mes paroles, mais j'ai toute raison de m'attendre que le versement final de cette année soit important. La Commission du blé ne donne habituellement pas les prix réels inscrits dans les contrats, pour des raisons commerciales.

* * *

LES PÊCHES

DEMANDE D'AIDE POUR LES PÊCHEURS BLOQUÉS PAR LES GLACES

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des pêches. Peut-il maintenant dire à la Chambre quelles mesures seront prises pour donner suite à la demande du premier ministre de Terre-Neuve et aider les pêcheurs de l'Atlantique qui ne peuvent trouver de poisson à cause de la glace?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, on examine la question et on fera une proposition au cabinet sous peu.

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA RÉGION DE LA GASPÉSIE—LA RECONSTRUCTION DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC

M. Albert Bécharde (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine): Monsieur l'Orateur, je désire poser au très honorable premier ministre une question en quelque sorte supplémentaire à celle posée par le chef de l'aile québécoise du parti conservateur progressiste, plus précisément le député de Saint-Hyacinthe.

A la suite de l'entente Canada-Québec relative au développement de la région de la Gaspésie, du Bas-du-fleuve et des Îles-de-la-Madeleine, en 1968, entente qui a été renouvelée en 1971, est-ce qu'en vue des instances faites par les «Opérations-Dignité», dont les membres étaient réunis le dimanche 3 juin, à Matane, le gouvernement a l'intention de reconduire cette entente à son échéance, en 1976?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, cette reconduction viendrait à la suite d'une recommandation du ministre de l'Expansion économique régionale, et je préfère que cela vienne à la suite d'une déclaration faite par le ministre ou par son éminent secrétaire parlementaire.

* * *

[Traduction]

L'IMPÔT SUR LE REVENU

L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS DE FABRICATION ET DE TRANSFORMATION—LE CAS DES AUTRES SOCIÉTÉS

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. A-t-il reçu des instances de la part de sociétés, par exemple de celles qui sont membres de l'Association du tourisme, proposant que l'impôt sur les sociétés qu'on projette d'appliquer aux industries de fabrication et de transformations soit étendu à toutes les sociétés et, dans l'affirmative, peut-il nous dire quelle a été sa réponse?